

l'UFD de Baadiko dit « Non » à un 3ème mandat illégal pour Alpha Condé...

La Longue marche de la manipulation de l'opinion

Toute la vie politique, sociale et même économique de la Guinée est plus que jamais accaparée par les débats sur un éventuel troisième mandat pour l'actuel président qui, en vertu des dispositions des articles 27 et 154 de la Constitution sur laquelle il a prêté serment, ne peut plus se présenter. Mais à la réflexion, on se rend compte que ce débat a été ouvert de façon imperceptible mais méthodique, depuis la prestation de serment du 14 décembre 2015, après le discours cinglant et plein de signification du Président de la Cour Constitutionnelle d'alors, M. Kelefa SALL. Ce juge, sur lequel pèsent de graves soupçons de complicité avec le RPG dans les fraudes massives aux élections de 2010, est tombé en disgrâce et déchu de son poste de façon cavalière le 18 septembre 2018 (en violation flagrante de l'article 102 de la Constitution). C'était sans doute en prélude à l'intensification de la campagne pour le troisième mandat... Depuis lors, de façon rampante et extrêmement bien orchestrée, se sont multipliés les petites phrases, les ballons d'essai lancés par les fidèles du régime, les fausses révélations, les faux scoops, les rumeurs et même parfois les « démentis » sur un éventuel troisième mandat. Depuis le début de l'année 2019, nous avons assisté ça et là à des campagnes camouflées à coup de milliards, pour la promotion en catimini d'un troisième mandat. Il s'agit de faire accepter progressivement à l'opinion, l'inacceptable. Un tournant a été pris le 9 janvier 2019 lorsque l'Ambassadeur de la Fédération de Russie en Guinée a osé publiquement dicter aux Guinéens la façon dont il fallait qu'ils mènent leurs destinées, dans un Etat qui se prétend souverain! Pour un pays dont les dirigeants se prétendent « nationalistes sourcilleux » « patriotes jaloux de la souveraineté de leur pays » c'était le comble et nous n'avons pas manqué de le souligner à l'époque. Nous avons trop de respect et de reconnaissance au peuple russe pour exprimer ici toute notre colère, face à cette insulte inacceptable faite à notre peuple.

Ainsi donc le pouvoir du RPG, plutôt que de poser clairement et honnêtement les problèmes de la Constitution de 2010 en vue de dégager un large consensus pour nous doter d'une nouvelle loi organique allant dans le sens de plus de démocratie participative, plus d'Etat de droit, plus de progrès, plus d'unité et de justice sociale, a préféré concocter dans le plus grand secret un texte sur mesure, avec éventuellement l'aide de conseillers occultes. Au lieu de mener une démarche républicaine, démocratique et transparente, on distille habilement des extraits bien choisis dans le seul but d'endormir l'opinion. On manipule à souhait les opposants au projet, en donnant de faux agendas de referendum ou d'élections législatives, couplés ou non, dans un contexte où la constitution est violée en permanence par les dirigeants et leurs complices.

Fait à Conakry, le 30 avril 2019

Pour le Bureau Exécutif National de l'UFD

Le Président Mamadou Baadiko BAH